

**CONSEIL COMMUNAL DE BRUXELLES**  
**GEMEENTERAAD VAN BRUSSEL**

Séance publique du lundi 12 mars 2018

Openbare vergadering van maandag 12 maart 2018

Séance publique

Openbare zitting

La séance publique est ouverte à 16 heures 15 sous la présidence de M. Jacques Oberwoits, Président.

De openbare vergadering wordt geopend om 16 uur 15 onder voorzitterschap van de heer Jacques Oberwoits, Voorzitter.

Excusés - Verontschuldigen : Mmes Barzin, Lemaitre, Mejbar et Ries, MM. Amrani, Ceux, Smet, Dhondt, Maingain et Coomans de Brachène.

**Procès-verbal de la séance du 26 février 2018**

**Notulen van de zitting van 26 februari 2018**

**M. le Président.**- Conformément à l'article 89, alinéa 2, de la nouvelle loi communale et à l'article 7 du règlement d'ordre intérieur, le projet de procès-verbal de la séance du 26 février 2018 a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs avant ce jour.

Overeenkomstig artikel 89, alinea 2, van de Nieuwe Gemeentewet en artikel 7 van het huishoudelijk reglement, werden de ontwerp-notulen van de zitting van 26 februari 2018 ter inzage van de Gemeenteraadsleden gelegd, gedurende de zeven voorbije vrije dagen.

**Communications – Mededelingen**

**M. le Président.**- Conformément aux dispositions des articles 234 et 236 de la Nouvelle loi communale, le Collège a ajouté à l'ordre du jour les points 104 à 108

repris au supplément à cet ordre du jour daté du 8 mars 2018.

Overeenkomstig de bepalingen van de artikels 234 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College de agenda aangevuld met de punten 104 tot 108 vermeld in het bijvoegsel bij de agenda dd. 8 maart 2018.

**M. le Président.**- Vu l'urgence, le Collège propose d'ajouter à l'ordre du jour les points 98 à 103, 109 et 119 à 125 repris au supplément à cet ordre du jour daté du 8 mars 2018.

Gelet op de dringendheid, stelt het College voor om de agenda aan te vullen met de punten 98 tot 103, 109 en 119 tot 125 vermeld in het bijvoegsel bij de agenda dd. 8 maart 2018.

- **L'urgence est admise à l'unanimité.**

- **De dringendheid wordt eenparig aangenomen.**

### **Dossiers de M. le Bourgmestre**

- Accord de la section.

**Mme Temmerman.**- Je souhaiterais intervenir sur le point 2 relatif à la convention d'exploitation de l'enseigne de Docks Bruxsel. Il s'agit d'une enseigne de plus de 700 m<sup>2</sup> qui donne, d'une part, sur le boulevard Lambermont et, d'autre part, sur le canal. Un article de la convention prévoit que « le dispositif ne pourra ni compromettre la sécurité publique ni entraver ou diminuer la sécurité routière ». Or il existe de fortes chances que ce dispositif perturbe la sécurité routière. Dans ce quartier, les voiries en bordure sont déjà saturées par le trafic. Cette enseigne constitue un réel danger de distraction pour les conducteurs. Les règles de bonnes pratiques conseillent d'ailleurs de ne pas exploiter ce genre d'enseigne à moins de 75 m d'un carrefour, d'un feu de signalisation ou d'un passage pour piétons. Or nous sommes dans ce cas. Selon nous, cette enseigne constitue un véritable danger.

Sa luminosité est de près de 280.000 lux. C'est énorme ! Et cela génère un véritable éblouissement. La convention indique que cela correspondra au taux de luminosité après 22h. Faut-il en déduire que ladite enseigne fonctionnera après 22h ? Il est pourtant indiqué plus loin qu'elle sera exploitée jusqu'à 21h et 20h en hiver. La convention est pleine de contradictions. Elle ne fait pas référence à la luminance, c'est-à-dire l'éblouissement, qui est fonction de la couleur de la lumière. Les LED émettent en général une lumière extrêmement blanche qui aggrave encore l'effet d'éblouissement. Cela génère une pollution lumineuse qui, même à la tombée de la nuit ou à la levée du jour, perturbe la photosynthèse, la floraison, l'hibernation, la migration et la reproduction des oiseaux.

Plus globalement se pose la question de la place que prennent ces panneaux dans le domaine public. À Bruxelles, nous avons déjà notre lot. Par exemple, le long de l'avenue Louise, il est difficile de trouver un arrêt de bus ou de tram sans panneau lumineux mobile. Rares sont les paysages urbains qui ne sont pas sollicités par un écran qui émet des messages en permanence. Ce n'est pas le genre de paysage urbain que nous voulons.

Nous voterons contre ce point, parce que cette convention est inacceptable.

Qu'en est-il de la perception de la taxe ? La Ville paiera quelque 70.000 € par an pour la location de temps d'émission sur ce panneau, lequel est soumis à une taxe de 300 € par mètre carré. La société devrait donc payer environ 213.000 € par an à la Ville. Dans l'arrêté du Collège, il n'en est pas question. J'imagine que cette taxe sera bien perçue ?

**Mme Nagy**.- Je souhaiterais intervenir sur le même point. Dans le cas d'autres panneaux publicitaires, en particulier celui qui se trouve sur la façade du Centre Monnaie sur la place de Brouckère, un loyer est-il payé pour diffuser des informations émanant de la Ville ? Ou s'agit-il d'une convention unique propre au panneau dont question ? Quels éléments expliquent, le cas échéant, la différence de

traitement entre un type de panneau et un autre ?

Quel est le montant exact de la taxe ? Le loyer vient-il en déduction de la taxe ou s'agit-il d'un montant payé par ailleurs par la Ville ?

Le permis d'urbanisme a-t-il déjà été délivré pour l'affichage LED ?

**De heer Van den Driessche.**- Mijnheer de voorzitter, ik sluit mij aan bij de vorige sprekers. Het gaat in mijn ogen om een enorm hoog bedrag en bovendien is de locatie niet geschikt. Daarom zal ik tegen dat punt stemmen.

**M. Wauters.**- Ce tableau LED fonctionne depuis de nombreux mois. Pourquoi avoir attendu ? Qu'en était-il avant la signature de ladite convention ?

**M. le Bourgmestre.**- Les taxes pour 2017 ont été enrôlées normalement, comme pour une enseigne. S'agissant des bonnes pratiques relatives à la pollution lumineuse, je vous répondrai par écrit. Il s'agit davantage d'un problème politique que d'une question légale. La Ville n'est pas obligée de louer du temps d'affichage pour diffuser ses propres informations. Le montant de l'enrôlement est de 106.505 €. La Ville de Bruxelles passe une convention avec le propriétaire pour la mise à disposition de la Ville de 50 % du temps de diffusion de la surface, cela pour la promotion de ses activités ou des activités dont elle est partenaire, et pour l'information de ses habitants. Le montant annuel de la location à payer par la Ville est de 79.878 €, soit 75 % du montant de la taxe. La Ville décidera d'utiliser ou pas ce panneau. À la Monnaie, il s'agit d'un panneau publicitaire. En l'espèce, il s'agit d'une enseigne. Le permis d'urbanisme n'est pas encore délivré. Je ne peux pas répondre à cette question aujourd'hui. Mais même ainsi, la convention peut être signée et nous percevons la taxe.

Les messages de la Ville seront diffusés jusqu'à 21h. Après 21h, les panneaux continueront d'afficher les informations de type météo et autres.

**Mme Temmerman.**- Selon moi, la sécurité routière n'est pas un problème politique. C'est une question d'ordre. Le risque est grand que les conducteurs soient éblouis le long de feux de signalisation, de carrefours à forte densité de trafic et de passages piétons.

**M. le Bourgmestre.**- Si une disposition légale empêche le placement de tels panneaux, je prendrai immédiatement un arrêté, mais j'ignore l'existence d'une telle disposition qui interdirait les panneaux LED.

**Mme Temmerman.**- Je vous ai demandé si un tel dispositif ne risquait pas d'entraver la sécurité routière.

**Mme Nagy.**- J'entends qu'il n'y a pas de permis d'urbanisme. Donc, depuis des mois, cette enseigne est en fonctionnement sans permis d'urbanisme. C'est une drôle de pratique ! J'espère que cette situation n'est pas habituelle à la Ville. La première chose qui est demandée aux particuliers pour la moindre intervention, c'est un permis d'urbanisme.

J'ai l'impression que vous faites un très beau cadeau à Docks Brussel. Je sais que ce centre commercial ne tourne pas comme espéré et qu'il s'agit avant tout d'un produit financier d'investissement. Vous demandez à la société une taxe de 106.000 € et vous lui offrez 76.000 € pour les informations générales Il s'agit d'une fameuse réduction de la taxe sur les enseignes. C'est sans doute le choix de votre politique.

#### **Dossiers de M. l'échevin Courtois**

- Accord de la section.

#### **Dossiers de Mme l'échevine Hariche**

- Accord de la section.

#### **Dossiers de Mme l'échevine Lemesre**

- Accord de la section.

**De heer Van den Driessche.**- Mijnheer de voorzitter, met betrekking tot het punt over de vzw Ondernemen.Brucity heb ik twee bedenkingen. Ten eerste, kunnen de

werkzaamheden van die vzw niet gewoon door de administratie Economische Zaken van de stad worden overgenomen?

Ten tweede wordt voor het winkelen op zondag een miljoen euro uitgetrokken: 400.000 euro voor werkingskosten en 600.000 voor projecten. Ik heb twijfels over het evenwicht, maar eigenlijk gaat het hier helemaal niet om een groot bedrag. Als we echt willen dat het winkelen op zondag een succes wordt, zal er meer geld nodig zijn. Ik geef een voorbeeld: het budget voor de shoppingdagen in Antwerpen bedraagt twee miljoen euro. Dat is een groot verschil, hoewel Brussel op het vlak van winkelen op zondag toch een achterstand heeft in te halen.

De relaties tussen de vzw Ondernemen.Brucity en het Gewest verlopen heel moeizaam. Zo waren er op het niveau van het Gewest problemen met betrekking tot het elektrisch shoppingbusje.

Wat is de opportuniteit van de vzw en van haar werking?

**Mme Nagy**.- J'irai dans le même sens. Je ne voudrais pas que dans quelques années, on nous reproche de ne pas avoir posé de questions sur cette asbl. En tant que Conseillère communale, j'estime ne pas disposer de l'ensemble des informations qui pourraient totalement justifier son existence. Parmi les activités qui lui sont dévolues, certaines pourraient être confiées à la gestion courante de l'administration si celle-ci était étoffée, plutôt qu'externaliser 1 million €. Ladite asbl est d'ailleurs installée dans les locaux de l'administration. Elle est appelée à déménager, ce qui générera encore des frais de fonctionnement supplémentaires.

Il est prévu de créer un site web, une page Facebook et une lettre d'information. Pour ce faire, 1 million €, c'est un peu cher.

Faut-il créer une asbl pour monter l'opération *I Shop on First Sundays*, pour la participation au Mopic de Cannes et pour le shopping bus ? Une administration étoffée pourrait s'en charger.

Le document qui nous a été fourni ne contient aucun détail sur le budget, le bilan et la gestion de l'asbl. Il est dit que « la Ville de Bruxelles a besoin d'un bras armé

opérationnel qui applique sa politique en matière de commerce ». Or je ne vois pas de bras armé opérationnel qui ne puisse être piloté par une administration étoffée, avec l'aide de consultants au cas par cas.

On nous annonce que les frais de fonctionnement seront encore majorés pour l'engagement de trois personnes. Peu de moyens sont effectivement consacrés aux actions elles-mêmes.

Il serait bon de dresser le bilan de l'opération de promotion du shopping les premiers dimanches du mois. Je n'entends pas de la part des commerçants que ladite opération ait rencontré un franc succès.

**Mevrouw Persoons.**- Een overeenkomst voor een bedrag van 1 miljoen euro, maar waarbij niet wordt vermeld waarvoor de middelen bestemd zijn, is onaanvaardbaar. Als aan een onafhankelijke vzw een dergelijk bedrag wordt toegekend, moet er toch beter worden uitgelegd op welke manier het zal worden gebruikt.

Voorts vraag ik me af waarom de opdracht aan een vzw wordt toevertrouwd, terwijl ze net zo goed door de stadsdienst kan worden uitgevoerd.

Er is een bedrag uitgetrokken voor consultancy, dat echter niet wordt toegelicht, en een bedrag voor wedden. Er is ook sprake van een *social media manager*. Het zou beter zijn als de Stad een persoon met die functie zou aanwerven.

De overeenkomst bevat veel te weinig informatie.

**M. Wauters.**- Lors de la la création d'Entreprendre.brucity, notre groupe avait estimé que cela devait se faire au sein de l'administration de la Ville de Bruxelles. Je suis moi-même administrateur de cette asbl et j'y exerce mon mandat de façon positive parce qu'une série de ses projets sont porteurs pour le commerce. Mme Nagy a raison. Il est clair qu'une très grande part des activités d'Entreprendre Brucity pourrait être prise en charge par l'administration de la Ville. On constate que sur un budget d'un million €, 40 % sont consacrés aux frais de fonctionnement. C'est dommage pour les commerçants de la Ville de Bruxelles, dont moi-même, qui ont besoin de projets. Il serait bon de réduire les frais de fonctionnement. Une réflexion doit être menée sur ce

sujet. Notre groupe s'abstiendra sur ce point.

**Mme Lemesre**, échevine.- Nous pouvons discuter longuement de l'opportunité de créer une telle asbl d'appui. Elle est le bras armé des services de l'administration. Je rappelle que la politique du commerce a été créée sous la présente législature. L'option de consultance est une option de démarrage avec des profils très ciblés que l'on ne retrouve pas dans l'administration. Il s'agit de contrats de consultance conclus avec de vrais indépendants qui travaillent le week-end et ne sont pas établis au sein de nos bureaux, qui travaillent avec leur propre PC sans lien de subordination. Il ne s'agit pas de faux indépendants.

La question sera de pérenniser les actions que nous avons lancées. Nous avons construit des socles sous cette législature. Je n'ai aucun problème avec les asbl, qu'elles soient culturelles, sociales ou économiques, qui travaillent en toute transparence et qui sont les leviers de nos politiques sur le terrain. Elles offrent l'avantage de disposer de conseils d'administration ouverts aux secteurs eux-mêmes. Elles permettent de rechercher les subsides à d'autres niveaux de pouvoir et de porter des projets concrets. Pour le bus électrique, nous avons obtenu l'accord régional. Ce projet répondait à une demande. Cette asbl peut être considérée comme un organisme de combat en cas de situation difficile. C'est un bras armé et opérationnel qui applique la politique du Collège avec innovation et créativité. Citons la reconnaissance de la zone touristique par le Collège, qui donne la liberté aux commerçants d'ouvrir 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Cet élément ajoute encore à l'attractivité de notre centre-ville en tant que destination de shopping. L'ouverture des commerces le dimanche est un élément de concurrence avec le centre commercial Docks Brussel. Les comportements d'achat évoluent. Le shopping des premiers dimanches du mois est un argument de marketing et de communication. Il n'y a pas d'évaluation à réaliser en la matière.



Les frais de fonctionnement de l'asbl s'élèvent à 400.000 €, y compris les frais de consultance. Nous ne payons pas de frais de structures ni de directeur, car c'est ma cheffe de cabinet qui fait fonction de directrice. L'ensemble du conseil d'administration est bénévole. Aucun jeton de présence n'est versé. Nous allégeons au maximum les coûts de structure.

Dans la logique d'une pérennisation, nous envisageons une installation plus durable et l'engagement sous contrat salarié d'un consultant. Il est en effet de bonne gouvernance que tout ce qui relève de la direction du management fasse l'objet d'un contrat salarié. Cette évolution vous sera proposée dans l'avenir. Avec un montant de 600.000 € net consacré au projet, nous sommes dans un bon rapport en termes d'utilisation des deniers publics.

Je tiens à votre disposition tous les documents reprenant les actions menées au cours de cette année ainsi que la liste des membres du conseil d'administration. Nous pouvons vous envoyer un rapport d'activité complet tel que présenté à ce même conseil.

**Mme Nagy**.- La convention prévoit qu'à partir de juin 2018, l'asbl occupera de nouveaux bureaux. Ses frais administratifs vont donc considérablement augmenter, puisqu'elle aura à sa charge, outre les frais de comptabilité, des frais de loyer, d'assurance, de chauffage, etc.

Il est effectivement question de pérenniser un emploi de consultance sous la forme d'un contrat salarié. Mais qui choisit ? Sur la base de quels critères ? Cela est laissé à la discrétion du conseil d'administration. Je souhaiterais avoir des informations sur ces critères, les frais de consultance et les budgets consacrés à chacune des activités. La création d'une page web et d'une page Facebook ne me semble pas nécessiter un budget important. Je ne suis pas convaincue par les arguments de l'échevine quant à la nécessité de créer une telle asbl. Les actions pourraient être menées d'une autre

manière, au départ de l'administration, mais cela demande un changement de paradigme de fonctionnement de la part de la majorité actuelle et de la Ville de Bruxelles.

**De heer Van den Driessche.**- Mijnheer de Voorzitter, ik dank de schepen voor haar antwoord, maar ik ben nog steeds niet overtuigd van het nut van een afzonderlijke vzw. Dat winkelen op zondag wordt gestimuleerd, is ongetwijfeld positief. De schepen verwijst terecht naar Docks Brussel, maar ik ben van oordeel dat er voor het winkelen toch meer financiële middelen moeten worden vrijgemaakt. Het is frappant dat we moeten vaststellen dat de fondsen die vandaag aan de gemeente gevraagd worden voor LED Docks, ongeveer overeenkomen met het bedrag voor winkelen op zondag. Ik geef er de voorkeur aan om het bedrag dat voor LED Docks wordt gevraagd, te reserveren om winkelen op zondag aan te moedigen.

**M. Wauters.**- Pour intégrer la participation des commerçants de la Ville, il existe un conseil consultatif du commerce. Je ne remets pas en cause les objectifs de l'asbl, au contraire, mais un changement de paradigme est nécessaire. Il n'est pas très sympathique de dire aux employés communaux qu'un bras efficace et rapide est nécessaire parce qu'eux ne le sont pas. La question qui se pose est le moyen d'atteindre les objectifs fixés.

**De heer Van den Driessche.**- Mijnheer de Voorzitter, mijn vraag heeft betrekking op Bedrijven Centrum Dansaert. Een deel van de activiteiten van dat centrum zouden ook door de privésector, meer bepaald de bedrijfsfederaties zoals Unizo en haar Franstalige tegenhanger, kunnen worden uitgevoerd. Het Bedrijven Centrum Dansaert houdt zich volgens mij te veel bezig met het begeleiden en adviseren van zelfstandigen of kandidaat-ondernemers, terwijl de bedrijfsfederaties dat ook kunnen en er wellicht meer middelen, en meer ervaring en kennis voor ter beschikking hebben.

Ik zou graag een grotere samenwerking zien tussen dat bedrijvencentrum en organisaties zoals Unizo. Daarom zal ik mij bij de stemming over dat punt onthouden.

### **Dossiers de Mme l'échevine Lalieux**

- Accord de la section.

**Mme Jellab.**- Le point 21 vise l'achat de 28 poubelles intelligentes. Quels sont les critères géographiques retenus pour leur implantation ?

**Mme Lalieux,** échevine.- Nous essayons de renforcer le système des poubelles intelligentes, car elles permettent de limiter le nombre de poubelles sur l'espace public et le nombre de tournées des camions. Nous visons les zones qui accueillent le plus de monde et de passage, comme les noyaux commerciaux ou le quartier européen (fermeture à distance). Elles sont réparties un peu partout dans la Ville. Nous continuerons de les déployer au Vismet et sur le piétonnier, par exemple. Cette implantation vise essentiellement le centre-ville. Je peux vous fournir une liste des localisations déjà identifiées.

**Mme Jellab.**- Leur implantation reste très centrale. Envisagez-vous d'en installer également dans des quartiers relativement denses comme le vieux Laeken, Anneessens ou les Marolles ?

**Mme Lalieux,** échevine.- Cette analyse est réalisée par les services compétents. C'est lorsque les poubelles urbaines ne suffisent plus que nous installons des poubelles intelligentes. Il apparaît que les problèmes surgissent surtout dans le centre-ville et pas dans d'autres quartiers. Pour le moment, les problèmes liés aux « anciennes » poubelles se posent essentiellement dans le Pentagone.

### **Dossiers de M. l'échevin Ouriagli**

- Accord de la section.

### **Dossiers de Mme l'échevine Ampe**

- Accord de la section.

### **Dossiers de M. l'échevin Coomans de Brachène**

- Accord de la section.

### **Dossiers de M. l'échevin Zian**

- Accord de la section.

### **Dossiers de Mme l'échevine Barzin**

- Accord de la section.

### **Vote**

**M. le Président.**- Nous devons à présent nous prononcer sur l'ensemble des dossiers.

Le Collège vous propose de voter oui.

*(Il est procédé au vote nominatif.)*

**M. le Président.**- Adoptés, sous réserve des observations formulées par l'opposition.

## **Questions orales – Mondelinge vragen**

### **Vraag van de heer Van den Driessche betreffende de impact van Docks op de handelaars van Laken**

**De heer Van den Driessche**.- Mijnheer de Voorzitter, luidens verklaringen van minister Didier Gosuin in de commissie Economie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement einde vorig jaar komt 30% van het cliënteel van Docks Brussel uit Laken en Schaarbeek. Dat was wellicht niet de bedoeling van Docks, maar het cijfer toont aan dat de handelaars uit Laken wel degelijk te lijden hebben van Docks en dat maatregelen dringend noodzakelijk zijn. Welke maatregelen heeft het stadsbestuur ondernomen sedert het ogenblik dat deze cijfers bekend geraakten, om de handel in Laken daadwerkelijk te ondersteunen en welke maatregelen zijn er nog gepland?

**Mme Lemesre**, échevine.- Depuis l'ouverture de Docks, l'échevinat des affaires économiques a pris de nombreuses initiatives pour soutenir les commerçants de Laeken.

Un groupe de travail a été créé en septembre 2017 avec les associations de commerçants du centre et de Laeken, avec pour objectif d'améliorer les liaisons entre tous les noyaux commerçants de Bruxelles, à l'initiative du Conseil consultatif des commerces et de l'industrie. La prochaine réunion est fixée au 12 mars. Les conclusions de ce groupe de travail seront présentées audit conseil consultatif.

De nouveaux marchés de quartier ont été lancés en 2017 pour soutenir l'animation et l'attractivité des quartiers. Un marché s'est tenu chaque vendredi, de juin à octobre 2017, sur la place Saint-Lambert, et un autre a été créé dans l'avenue Wannecouter. La fréquentation du premier marché n'était pas suffisante pour le maintenir après le mois d'octobre, mais le second fonctionne bien et sera prochainement élargi. Dans ces deux cas, le comité de quartier et l'association locale des commerçants ont été associés au projet. En 2018, des marchés événementiels seront aussi organisés sur le parvis de Notre-Dame de Laeken (juin, juillet, septembre, décembre). Avec ces

nouveaux marchés, la Ville s'efforce d'attirer à Laeken une nouvelle offre qualitative et un nouveau public, en reprenant le modèle du marché floral qui se tient à cet endroit chaque année en mai.

Une attention spéciale a été accordée en 2017 au développement des festivités de fin d'année à Laeken. Sous l'appellation « Winterpop », Brussels Major Events a organisé non seulement dans le centre de Bruxelles, mais aussi à Neder-over-Hembeek, De Wand, Bockstael et Haren, des animations pendant un week-end. L'illumination des rues a aussi été étendue à Laeken.

Des travaux auront lieu en 2019 autour de la place Bockstael dans le cadre du contrat de quartier. Pour éviter que les clients ne désertent les rues Marie-Christine, Fransman et Stéphanie pendant les travaux, la Ville et Atrium préparent un partenariat. Ce projet sera présenté au Conseil communal. Si un accord est trouvé, des actions de communication, de signalétique et d'embellissement pourraient être financées. Cela permettrait d'aider les commerçants fixes ainsi que les commerçants ambulants du marché de la place Bockstael, et de préserver l'attractivité du quartier pendant les travaux.

Il est important de noter que la fréquentation de Docks n'atteint pas les niveaux initialement attendus. Il est donc possible que l'offre de Docks et celle des autres noyaux commerçants ne soient pas dans une concurrence aussi frontale que craint initialement.

**De heer Van den Driessche.**- Mijnheer de Voorzitter, ik dank de schepen voor haar antwoord, maar ik heb twee opmerkingen. Het percentage van 30% voor Schaarbeek en Laken is vrij hoog en ik vraag mij af waarom niet gewoon gezocht wordt naar de motivatie van de bezoekers die ervoor opteren om bij Docks te gaan winkelen in plaats van in Laken of Schaarbeek. Vooraleer we een actieplan opzetten, lijkt het mij logischer om eerst te onderzoeken waarom ze voor Docks kiezen. Dat er initiatieven

worden genomen inzake markten, is een prima idee, maar we moeten ons afvragen of het publiek van Docks wel geïnteresseerd is in markten en in kerstverlichting. Ik betwijfel dat die initiatieven een antwoord bieden op de problematiek. Daarom raad ik aan dat er diepgaander wordt gezocht naar de motivatie van de klanten en dan na te gaan of er elementen zijn die wij onder controle kunnen krijgen.

Voorts moeten we ook rekening houden met het Neo-project, waarvan de winkeloppervlakte tot de grootste van Europa zal behoren.

Ik vind het spijtig dat Brussel zijn eigen handelaars concurrentie bezorgt met zo'n enorm project en ik voorspel grote problemen voor de handelaars van Laken, maar ook voor die van de Nieuwstraat, door de concurrentie met Docks en Neo. Dit is een zeer spijtige evolutie.

**Mme Lemesre**, échevine.- C'est sur la base d'une étude relative à un schéma de développement commercial pilotée par la Région et voulue par le gouvernement régional précédent, sous la tutelle de M. Cerexhe, qu'il a été reconnu qu'une offre commerciale au nord de Bruxelles pourrait trouver son chaland. C'est pour cette raison que Docks s'est installé à cet endroit, avec l'assentiment du gouvernement régional précédent. L'affluence moins élevée que prévue dans ce centre commercial indique à l'opérateur privé qu'il doit intensifier son marketing auprès des zones nord pour attirer des clients supplémentaires sur Bruxelles, et non puiser dans le chaland actuel du centre-ville et des quartiers adjacents.

**De heer Van den Driessche**.- Dat kan ik allemaal goed begrijpen, maar het betekent niet dat we ons niet moeten concentreren op de 30% en op de samenwerking met Schaarbeek.

Wat de schepen zegt, bevestigt dat we met Neo in dezelfde richting gaan, namelijk een kannibalisering van het cliënteel van de Nieuwstraat, van Neder-over-Heembeek en van Laken.

**Question de Mme Moussaoui concernant le quartier Masui (travaux  
d'aménagement sur l'Allée Verte et suppression du marché de la chaussée  
d'Anvers)**

**Mme Moussaoui**. - Des travaux d'aménagement sont prévus dans le quartier Masui. D'après mes informations, ils devraient concerner l'Allée Verte, qui serait mise en sens unique, et probablement d'autres rues avoisinantes.

Une autre information annonce la suppression du marché du mercredi de la chaussée d'Anvers. Or, pour beaucoup de gens, ce marché permet de nouer des relations entre diverses communautés.

Pouvez-vous me confirmer cette information ? Dans l'affirmative, quel en est le calendrier ?

**Mme Lemesre**, échevine. - Le réaménagement évoqué par Mme Moussaoui est un projet initié par Bruxelles Mobilité et le ministre Smet, qui lance beaucoup de chantiers. Il vise à reporter le trafic actuel de l'avenue de la Reine vers la rue des Palais, et à apaiser la circulation de la chaussée d'Anvers en piétonnisant partiellement le square Jules de Trooz. Ainsi, l'accès direct depuis Mabru est rendu impossible.

Ce projet a été débattu fin 2017 en commission de concertation de l'urbanisme. L'échevinat du commerce a pu analyser l'impact de ce projet *in extremis*, dans la mesure où aucun contact préalable n'a été établi par Bruxelles Mobilité avec le service du commerce dans le cadre de son étude d'impact. Cela pose un vrai problème de fonctionnement de cette instance régionale.

Il ressort de l'analyse que l'existence du marché n'est même pas mentionnée dans l'étude d'impact de Bruxelles Mobilité. C'est dire s'ils connaissent notre Région et nos quartiers ! Il s'agit pourtant du plus gros marché alimentaire de la Ville, avec plus de 100 échoppes. Il propose des produits à petits prix, mais de qualité, pour une clientèle de riverains et d'habitants de Laeken et au-delà. Il crée un lien social



important pour une population multiculturelle.

D'après les informations disponibles, la modification de la circulation va compliquer l'accès à la chaussée d'Anvers pour les camions des maraîchers, mais il n'est pas question de supprimer le marché, d'autant moins qu'il fait l'objet, depuis 2017, d'une démarche d'accompagnement par la Ville pour améliorer la présentation des stands, supprimer les sacs en plastique et améliorer les infrastructures pour les marchands (3e boîtier électrique commandé, traçage réalisé en septembre 2017, collaboration avec la police pour améliorer l'accès et l'évacuation des camions...).

Le planning est le suivant :

1. Le chantier place Masui débutera en 2019 par de petits travaux sur les trottoir.
2. Le chantier square de Trooz débutera à la mi-2019, mais sans fermer l'accès au chantier du tunnel Léopold II en été. Il est conditionné aux commandes de la STIB et aux autres impétrants.
3. Le chantier au niveau du triangle rue du Progrès/avenue de la Reine est le dernier programmé.

Le projet concerne donc en premier lieu la place Masui, et il affectera le marché dans la seconde partie de 2019.

Afin d'anticiper les perturbations et identifier une solution de repli pendant les travaux, le service du commerce a établi un contact avec la police et Bruxelles Mobilité : il pourrait être possible de déplacer temporairement le marché vers l'avenue de l'Héliport. Une simulation de plan a été réalisée par la Ville, faisant suite à une réunion avec Bruxelles Mobilité et la STIB. Elle permet :

- d'installer tous les emplacements entre la chaussée d'Anvers et l'entrée de l'Allée Verte, avec cinq places volantes disponibles ;
- l'accessibilité pour les camions des marchands ;
- d'assurer la sécurité (le Siamu devra pouvoir passer à tout moment (4m large)).

En cas de manifestation à la gare du Nord, l'accès au marché restera possible avenue

de l'Héliport, mais pas vers le centre-ville ;

- d'assurer l'accessibilité aux clients. Une enquête clientèle a été menée par la cellule marché de la Ville. Elle est disponible ;

- d'envisager le maintien du marché sur l'avenue de l'Héliport, si le succès a été au rendez-vous pendant la période temporaire. Dans ce cas, un préavis d'un an doit être donné aux marchands, et il faudra attribuer des places de dimension identique par ancienneté pour traiter les 100 marchands de façon équitable.

### **Vraag van de heer Van den Driessche betreffende de privatisering van de van de Heizelpaleizen**

**De heer Van den Driessche.**- Mijnheer de Voorzitter, via de pers konden we vernemen dat de burgemeester plannen heeft om de privésector bij Brussels Expo te betrekken. Graag kreeg ik meer informatie over het doel, de reden, de tijdsplanning, de financiële impact voor onze stad, de impact op het bestuursmodel, en het werkingsgebied van Brussels Expo.

**De Burgemeester.**- De vraag van de heer Van den Driessche was kort, maar mijn antwoord zal vrij lang zijn. Het is tegelijkertijd een antwoord op de vragen van mevrouw Debaets en van de heer Dhondt.

Het is noodzakelijk dat wij ons voorbereiden op de toekomst van de bredere context van de ontwikkeling van het Neo-project. De voorbije vijf jaar heeft Brussels Expo meer dan vijftig miljoen euro geïnvesteerd, dus meer dan tien miljoen euro per jaar. Gedurende de dertig jaar die daaraan voorafgingen, van de jaren 1980 tot de jaren 2010, bedroeg de gemiddelde jaarlijkse investering drie miljoen euro.

Ik herinner eraan dat de meeste van de gebouwen dateren van 1935 en 1958 en dat Brussels Expo met meer dan 150.000 vierkante meter uitbreidt. Wij moeten een scenario vermijden waarbij het hele Heizelplateau wordt vernieuwd en Brussels Expo wordt afgebroken. Een coherent en gecoördineerd ontwikkelingsscenario is nodig wanneer Brussels Expo wordt geïntegreerd in het Neo-project. Dat is de reden waarom Neo voor het eerst werd ontwikkeld via Brussels Expo.

De regionale deconsolidatiebeperking van het conferentiecentrum en een interpretatie van de ESR-standaard hebben geleid tot een verplichting om het management van het *convention centre* toe te vertrouwen aan de privésector. Het is in deze context dat we de mogelijkheid onderzoeken om het beheer van de Heizelpaleizen uit te breiden naar deze partner om synergieën op de site te optimaliseren. Dat is een van de vele mogelijkheden, waarbij we geen enkel scenario afwijzen.

Wat betreft de timing voor het zoeken naar een privépartner om Neo te exploiteren, is het de bedoeling om in de tweede helft van 2018 een overheidsopdracht uit te schrijven.

De renovatiekosten zijn niet zo hoog, gelet op de oppervlakte van 150.000 vierkante meter en de ouderdom van de gebouwen. Zoals eerder vermeld zijn de investeringen gedurende de jongste vijf jaar aanzienlijk toegenomen. Dat heeft te maken met mijn aantreden als voorzitter en de komst van het nieuwe management. Het is het meest ambitieuze investeringsplan dat de afgelopen dertig jaar is ondernomen.

De komende jaren zal jaarlijks ongeveer vijf miljoen euro kunnen worden belegd met de inkomsten uit eigen activiteiten, maar een renovatie van het gebouw is noodzakelijk om te kunnen concurreren met andere sterk gesubsidieerde Europese sectoren.

In antwoord op de vraag over de reserve van Brussels Expo, kan ik u medelen dat wij de voorbije vijf jaar meer dan vijftig miljoen euro hebben geïnvesteerd. Voor de periode van 2019 tot 2014 zal een bedrag van 25 miljoen euro, dus 5 miljoen per jaar, worden geïnvesteerd. Het business model van Brussels Expo bestaat erin om 100 procent van de kasstroom te investeren in de renovatie en het onderhoud van de infrastructuur.

Zoals aangegeven wordt de hypothese van de gedeeltelijke privatisering van Brussels Expo bestudeerd als onderdeel van een betere integratie met Neo. Dat heeft enkel zin als het waarde toevoegt aan Neo, en vice versa.

**De heer Van den Driessche.**- Mijnheer de Voorzitter, ik dank de burgemeester voor de toelichting.

Gelet op de inbreng van de privésector in Neo, is het logisch dat dat voor Brussels Expo ook het geval is. Is het de bedoeling dat er met dezelfde partners zal worden gewerkt?

**De Burgemeester.**- Dat is een relevante vraag.

Het scenario ligt vandaag nog niet vast, maar de mogelijkheid dat het op die manier zal gebeuren, is reëel. De privépartner die het nieuwe *Convention Centre* zal leiden, is niet noodzakelijk dezelfde als de nieuwe partner van Brussels Expo. We onderzoeken de juridische en economische aspecten van het aanbod.

Wat momenteel zeker is, is de deconsolidatie van het Neo-project, die zeer belangrijk is voor het Gewest. Ik herhaal dat de gemeente niet geconsolideerd is voor de ESR-normen. Dat geldt echter niet voor het Gewest. Op dit ogenblik is de deconsolidatie correct, en we wachten af met welke partner er voor Neo en voor Brussels Expo zal worden gewerkt. Daarover bestaat nu nog geen duidelijkheid.

**De heer Van den Driessche.**- Mogen we na de zomer dan meer informatie verwachten? Als ik het goed heb begrepen, zal na de zomer het proces worden gestart om te zoeken naar partners.

**De Burgemeester.**- We moeten realistisch zijn. In het najaar vinden er verkiezingen plaats. Dat is niet het geschikte moment om daarover een beslissing te nemen.

Ik stel voor dat de juridische nota over de toekomst van Brussels Expo en van Neo aan de raad van bestuur wordt voorgelegd, maar dat de beslissing pas na de verkiezingen wordt genomen.

**Question de M. Amrani concernant l'état du dossier de sortie des 15 communes associées flamandes de l'intercommunale Vivaqua**

**M. le Président.**- En l'absence de l'auteur, excusé, la question est reportée.

**Vraag van mevrouw Debaets, de heer Dhondt en mevrouw Persoons betreffende de beslissing om de verkeerssituatie aan de Oeverpoort - Handelskaai - Hooikaai te wijzigen**

**Question jointe de M. François**

**Mevrouw Persoons**.- Op de vorige gemeenteraad werd bevestigd dat de doorsteek voor auto's, dwars over de middenberm van de Handelskaai, geen tijdelijke interventie was, maar een permanente, definitieve ingreep. De betonblokken werden intussen vervangen door paaltjes, en binnenkort zullen er een zebrapad en een fietspad worden geschilderd, wat neerkomt op een vermindering van deze prachtige, groene wandel- en fietsboulevard die de Handelskaai momenteel is.

Het gaat natuurlijk om meer dan een louter esthetische ingreep. De situatie die werd gecreëerd, is levensgevaarlijk en verhoogt het aantal potentiële verkeersconflicten op significante wijze, zowel tussen auto's en trams, als tussen auto's onderling en tussen auto's, enerzijds, en voetgangers en fietsers, anderzijds. Het is een kwestie van tijd vooraleer het eerste zware ongeval op de Handelskaai zal plaatsvinden. *Quai de la mort*, de benaming die de bewoners eraan gaven, is in dat opzicht zeker niet overdreven. Onlangs werd ik aangesproken door een woedende vader, die me zei dat hij zijn twee spelende kinderen net niet onder een auto had zien belanden. Ik heb tien jaar in die wijk gewoond. Ik heb nog nooit eerder meegemaakt dat zoveel mensen mij schrijven over eenzelfde onderwerp. Er heerst ongeloof, woede en radeloosheid. De bewoners begrijpen de reden van de ingreep echt niet.

Volgens mevrouw Ampe – ik baseer me op haar uitspraken in de pers – was de situatie tot dan toe ook al gevaarlijk. Het is dus blijkbaar niet erg om het nog een beetje gevaarlijker te maken. Dat is een absurde redenering. Ik vermoed dat ze het heeft over de zichtbaarheid van de trams, maar het is een feit dat die een veel grotere bocht nemen en veel zichtbaarder zijn dan het autoverkeer, dat vlak na de bomen afdraait. Een ander argument van mevrouw Ampe is dat deze situatie beter zou zijn voor de symmetrie. In het Engels zou men zeggen: "Cut the crap!". Iedereen weet immers dat dit niets met symmetrie te maken heeft, maar dat alles in het teken staat van de auto.

Daarom heb ik de volgende vragen voor schepen Ampe.

Ten eerste, waarom? Het argument dat de KVS deze ingreep had gevraagd, blijkt volgens de instelling een leugen. Hebben automobilisten hierom gevraagd om een minuut te kunnen uitsparen? Heeft er een consultatie van de buurtbewoners plaatsgevonden? Bij mijn weten is dat niet gebeurd. Ik heb veel buurtbewoners ontmoet en daaruit blijkt dat niemand, buurtbewoners noch handelaars, voorstander is van die situatie. Waarom heeft de schepen een project, gevraagd en gedragen door de buurtbewoners, zonder overleg overboord gegooid?

Het project kwam aan bod in het wijkcontract De Kaai, dat liep van 2010 tot 2014. De werf van de Oeverpoort werd in 2012 afgewerkt. Minister-president Vervoort heeft bevestigd dat de middelen die in een wijkcontract werden geïnvesteerd, door de Stad moeten worden terugbetaald als het project binnen een zekere termijn wordt teruggeschroefd. Is de schepen van plan om dat te doen of zal de verkrachting van de groene boulevard ongedaan worden gemaakt?

Werd de politie om advies gevraagd met betrekking tot de gewijzigde verkeerssituatie? Indien dit het geval was, op welke datum werd dit advies uitgebracht en wat was de strekking ervan? Was dit advies positief of negatief en welke opmerkingen werden door de politie gemaakt inzake de verkeersveiligheid? Heeft de administratie Mobiliteit van de Stad Brussel een advies gegeven over deze gewijzigde verkeerssituatie? Indien dit het geval was, op welke datum werd dit advies uitgebracht en wat was de strekking? Was dit advies positief of negatief en welke opmerkingen werden door de administratie gemaakt inzake de verkeersveiligheid? Ik vermoed dat dit punt door het college werd goedgekeurd zonder voorafgaand positief advies van administratie noch politie. Kan de schepen de beslissing van het college openbaar maken, zodat we het kunnen verifiëren?

Hebt u een voorafgaand advies gevraagd aan de MIVB inzake het verhoogde risico op ongevallen tussen auto's en trams? Met advies bedoel ik een formeel en technisch onderbouwde aanvraag en een gemotiveerd advies, geen foto van google maps waarop een dikke pijl is getekend.

Minister Pascal Smet richtte reeds twee brieven tot de schepen, waarin hij haar vroeg de oorspronkelijke verkeerssituatie te herstellen. Beide brieven bleven onbeantwoord. Minister Smet liet ook weten dat de huidige situatie illegaal is, aangezien een wijziging van de verkeerssituatie door de gewestelijke minister van Mobiliteit moet worden goedgekeurd nadat een adviescommissie zich daarover uitsprak. Er moet een aanvullend reglement op het wegverkeer aangevraagd worden. Dat is niet gebeurd. Hoe is de schepen van plan deze illegale situatie ongedaan te maken?

Is de Burgemeester zich ervan bewust dat, aangezien de nodige adviezen niet werden aangevraagd of in de wind werden geslagen, en gelet op de illegaliteit van de huidige situatie, hij persoonlijk strafrechtelijk aansprakelijk kan worden gesteld wanneer er zich een ongeval voordoet? Dit is, zoals ik reeds eerder vermeldde, slechts een kwestie van tijd.

De buurtbewoners plannen een protestactie op zondag 25 maart en zijn niet van plan zich bij de situatie neer te leggen. Ze hebben overschot van gelijk. Deze interventie is niet enkel hallucinant en irrationeel, ze is ook illegaal en levensgevaarlijk. Ik hoop dan ook dat de doorsteek snel weer ongedaan wordt gemaakt en dat de groene promenade in zijn oorspronkelijke staat wordt hersteld.

**M. François**.- Je partage les interrogations de Mme Persoons. J'avais moi-même relayé l'étonnement des habitants du quartier des quais. Cette décision est pour le moins ahurissante. Elle donne la fâcheuse impression d'un manque de vision globale pour le quartier Sainte-Catherine en termes de mobilité, de circulation et de partage équitable entre piétons, cyclistes et automobilistes.

En termes de circulation et de mobilité, vous êtes un peu la Miss Bricolage de ce Collège. Dans sa réponse, l'échevin Courtois avait accordé une oreille attentive à mes propos et avait indiqué que la porte restait ouverte. Je pense plutôt que vous avez claqué la porte au nez des habitants sans concertation. Cette décision est, pour nous, hautement symbolique de la catastrophe qu'ont représentée vos six ans à la tête de l'échevinat de la mobilité, ou plutôt de l'immobilité.

**Mevrouw Ampe**, schepen.- Mijnheer de voorzitter, mevrouw Persoons had het enerzijds over de wandel- en fietspromenade en anderzijds over de Oeverpoort. Ze noemt het kruispunt een prachtig plein, maar in feite is het eerder een kruispunt, waar al een autodoorsteek en twee tramsporen aanwezig zijn en waar de wandel- en fietspromenade tussen IJzer en Oeverpoort eindigt. Aan die wandel- en fietspromenade verandert er niets. Ze wordt nog steeds druk gebruikt. Daarbij heb ik het uiteraard over het gedeelte tussen de bomen. Die promenade is nu drie meter korter geworden, er werden paaltjes geplaatst om het einde te markeren. Achter de paaltjes is nu een autodoorsteek voor lokaal verkeer.

Het gaat uitsluitend om lokaal verkeer, terwijl er aan de andere zijde meer verkeer is. Uiteraard is symmetrie niet de reden waarom het plein is aangepast. Ik heb willen onderstrepen dat het plein – of veeleer het kruispunt – aan beide kanten een autodoorsteek heeft en dat aan de ene kant, tussen het park en de Oeverpoort, meer dan enkel lokaal verkeer passeert, maar dat de andere kant uitsluitend bestemd is voor lokaal verkeer. Er bestaat geen risico op sluipverkeer.

Over het kruispunt verschillen we wellicht van mening. Mevrouw Persoons vindt het prachtig, maar in mijn ogen is de waarde ervan beperkt. De meeste mensen maken gebruik van het park en van de wandelpromenade tussen de bomen. Ze gebruiken de Oeverpoort om zich van de ene naar de andere plaats te begeven.

Een lokale wijziging aan een straat van de gemeente gebeurt eenvoudigweg door een beslissing van het college. Zo kan het college bijvoorbeeld beslissen om een straat om te vormen tot voetgangerszone of om een rijrichting te wijzigen. Een advies van de minister is daartoe niet noodzakelijk. Een verplichting om voor elke kleine wijziging aan de duizendtweehonderd straten van de stad Brussel een advies van de minister te vragen, zou zeer veel rompslomp veroorzaken. Wel wordt er een advies gevraagd over wijzigingen die een impact hebben op andere gemeenten, op wijken van andere gemeenten of op het regionale wegennet, zoals de Kleine Ring, de Louizalaan, de Havenlaan. Voor grote wijzigingen is er een bouwvergunning nodig en is er een concertatiecommissie, waar de minister wordt vertegenwoordigd door zijn administratie. Afhankelijk van de impact van een ingreep op het wegennet wordt al



dan niet een advies gevraagd of wordt dat door de wetgever – in dit geval het Brussels Hoofdstedelijk Parlement – zelfs geëist.

Voor dit specifieke geval, dat uitsluitend betrekking heeft op lokaal verkeer, is volgens de ordonnantie geen advies vereist.

De brandweer heeft met betrekking tot de wijzigingen geen opmerkingen geformuleerd.

De politie daarentegen heeft erop gewezen dat de verlichting van de Oeverpoort ontoereikend is. Tevens is het beter om een paaltje te plaatsen met reflectoren, ondersteund door correcte markering, liefst van buigzaam materiaal. Voorts zal er aan de beide kanten van het plein een correcte markering worden aangebracht. Het hele plein is volledig vlak aangelegd, zowel tussen het park en het kruispunt Oeverpoort, als tussen de Oeverpoort en de wandelpromenade. Aan beide kanten zal er een markering worden aangebracht en zal de verlichting worden verbeterd.

Ik wil erop wijzen dat mevrouw Persoons destijds zelf een wedstrijd heeft georganiseerd om het plein een naam te geven en dat de grote meerderheid van de voorgestelde namen niet echt flatterend waren. Ik vermeld er enkele: Place de la Flaque, Rond Point Carré, Place Raté. Er was van bij het begin van de aanleg van de Oeverpoort weinig bijval voor het kruispunt zelf, maar wel voor de wandelpromenade tussen de bomen. Dat weet mevrouw Persoons maar al te goed. De administratie laat mij weten dat voor de aanleg van de Oeverpoort in geld van Beliris is voorzien.

**Mevrouw Persoons.**- Mevrouw Ampe heeft geen enkele van mijn vragen beantwoord en verlegt het onderwerp naar de Oeverpoort. Het gaat niet over de Oeverpoort, maar over de promenade op de Handelskaai. Dat zijn twee verschillende projecten, en twee verschillende studiebureaus. Het gaat over het feit dat er opnieuw auto's mogen doorsteken over de Oeverpoort en over het enorme risico op ongelukken. De verkeersveiligheid is in gevaar, de buurt staat op stelten. Moet ik mijn vragen dan echt allemaal herhalen? Wat was het advies van de politie? Wat was het advies van de administratie? Bij mijn weten werd er geen advies

gevraagd, was het negatief of heeft men het naast zich neergelegd.

De schepen interpreteert de ordonnantie blijkbaar op een andere manier dan Pascal Smet. Dat gebeurt wel vaker. Maar wat was het advies van de eigen politie, van de eigen administratie en van de MIVB?

**M. François.**- J'attends également les réponses de l'échevine sur le contrat de quartier qui a été modifié. Quel est le lien avec votre décision ?

Il faut beaucoup d'études, de plans, d'autorisations pour réaliser des aménagements. Par contre, pour permettre à quelques automobilistes de gagner trente secondes, on prend une décision ahurissante sur un coup de tête. Vous dites vous-même que c'est l'idée d'une promenade quasiment ininterrompue entre le square Saintelette et le square Marguerite Duras qui a été le plus plébiscitée par les habitants. Et c'est ce tronçon que vous défigurez une nouvelle fois pour permettre à quelques automobilistes d'éviter un détour. En outre, il s'agit souvent d'automobilistes de passage qui préfèrent emprunter les petites rues perpendiculaires à la rue de Laeken pour contourner une situation catastrophique générée par votre plan de circulation. Selon moi, il ne s'agit pas de circulation locale. En outre, les embouteillages sont encore plus nombreux que par le passé. Votre décision n'a aucun sens !

**Mevrouw Persoons.**- Er is een racebaan gecreëerd tussen de KVS en de Ieperlaan. Er zullen doden vallen. Het is een kwestie van tijd.

**Mme Ampe.**- Ce sont les comités de commerçants de la rue de Laeken et de la place Sainte-Catherine qui ont demandé cette mesure à l'occasion de plusieurs réunions de concertation. Ils se sont dits contents de ce changement. Le budget consacré à l'Oeverpoort émanait de Beliris. L'aménagement est symétrique des deux côtés. Rien ne change pour la promenade.

**Questions de Mme Jellab et M. Maingain concernant la position du Collège sur  
le projet Neo 1 après la commission de concertation et l'annonce du risque  
d'annulation du PRAS concerné**

**Mme Jellab**.- La commission de concertation a entendu les habitants sur l'octroi du certificat d'urbanisme et d'environnement du projet Europea. Celui-ci prévoit la construction de 590 logements, un centre commercial, un pôle de loisirs, deux crèches, une maison de repos, des parkings, etc. Un projet important que les riverains suivent avec attention et sérieux. On peut regretter l'absence de l'échevin de l'urbanisme à la commission de concertation et le fait que personne ne l'ait remplacé. Les habitants n'ont pas apprécié du tout. Alors que l'on attend toujours le PPAS Heysel et que le PRAS modifié n'a apporté aucune modification majeure et est contesté devant le Conseil d'État, la Ville nous propose un projet à l'identique.

À l'issue de la commission de concertation, les riverains et associations ont encore une fois montré leur mécontentement devant ce projet pharaonique imposé par les pouvoirs publics et qui ne répond pas aux besoins réels des habitants et Bruxelles-Villois. De recours en recours, n'est-il pas plus que temps de concevoir ce projet autrement, de le coconstruire avec les habitants dans un processus participatif digne de ce nom ?

La commission de concertation a-t-elle remis son avis ? Quel est-il ?

Pourquoi la Ville ne revoit-elle pas drastiquement l'offre commerciale sur le site qui risque de mettre à mal Docks Bruxsel et les noyaux commerciaux environnants ?

Pourquoi la Ville ne prévoit-elle toujours pas de logements sociaux sur un terrain public ?

Pourquoi la Ville ne prévoit-elle pas d'écoles ?

Pourquoi la Ville minimise-t-elle à ce point les problèmes de mobilité que le centre commercial va générer (parking de 3.200 places et parkings de dissuasion), l'impact sur la qualité de l'air pour les riverains, notamment sur l'avenue des Magnolias qui compte plusieurs écoles ?

Combien d'arbres seront replantés pour remplacer la disparition des 749 arbres adultes abattus ? Cela constitue une catastrophe environnementale majeure et sans précédent pour notre Ville, pour la biodiversité et pour la qualité de l'air.

Les deux crèches et la maison de repos seront-elles des structures privées ou publiques ?

**Mme Nagy**.- Mercredi dernier se tenait la réunion de concertation sur la phase 1 du projet Neo faisant suite à l'enquête publique, séance durant laquelle riverains et associations ont fait part d'une série de questions et de réserves sur le projet dans sa conception actuelle.

Parallèlement, la presse se faisait l'écho des risques de voir le PRAS, qui sous-tend le projet global sur le plateau du Heysel, une nouvelle fois annulé.

Après la commission de concertation, quelle est la position du Collège sur le projet Neo 1 ?

Le Collège entend-il relayer et/ou soutenir certaines remarques émises par les riverains et les associations dans la redéfinition du projet ?

Quel serait l'impact d'une nouvelle annulation du PRAS sur l'avancement du projet Neo 1 et du projet Neo dans son ensemble ?

**M. le Bourgmestre**.- J'espère que DÉFI et Ecolo se souviendront du fait qu'ils ont marqué leur accord sur le projet Neo à d'autres niveaux de pouvoir.

La Ville de Bruxelles a signé un contrat avec l'adjudicataire de Neo 1 à la suite d'une procédure concurrentielle avec négociation. Ce faisant, elle est partie prenante du projet actuellement soumis à consultation publique. Pour cette raison, les représentants de la Ville se doivent de respecter les principes de droit administratif applicables. Ils devront donc s'abstenir lors des discussions et du vote devant donner lieu à l'avis de la concertation. Néanmoins, attirons l'attention sur le fait que les termes du marché qui a mené à l'attribution de Neo 1 à un partenaire privé ont été très

largement discutés aux niveaux de la Ville et de la Région, cela avec toutes les parties.

C'est ainsi que toutes les exigences et performances attendues du projet ont été fixées par la Ville et la Région très en amont dans la procédure. Cela touche notamment aux programmations maximales et/ou minimales des différentes fonctions afin de garantir un équilibre global, y compris la fixation d'un minimum de 15 % de logements publics, comme convenu avec M. Doulkeridis ; aux performances énergétiques et environnementales, comme convenu avec Mme Huytebroeck ; à la gestion des eaux de pluie, comme convenu avec Mme Huytebroeck, également ; à la gestion des chantiers, etc.

Ces diverses exigences et performances fixées par la Ville et la Région sont rencontrées par le projet aujourd'hui soumis à enquête publique, car elles constituaient déjà des critères d'attribution du marché. Le Collège constate donc que le projet présenté est conforme au guide de soumission tel que présenté au Conseil communal.

Un nombre significatif de remarques formulées dans le cadre de l'étude d'incidence et par les riverains et associations sont d'ores et déjà intégrées au projet Europea 1 : 15 % de logements publics, deux crèches, des dispositions à prendre pour que les eaux de pluie issues du projet et des tribunes du stade soient gérées par un bassin d'orage, des exigences élevées en termes de coefficient biologique du sol, le remplacement des infrastructures sportives affectées par Neo 1. Le permis pour le parc des sports est en cours de traitement, parallèlement à celui de Neo 1. Pour le reste, le Collège examinera attentivement les observations et réclamations des riverains, comités de quartier et associations. Il exercera durement son pouvoir d'appréciation dans l'avis qu'il devra rendre sur le projet, conformément à l'article 177.1 du Cobat.

Madame Nagy, c'est la modification du PRAS qui est effectivement l'objet de recours. Il faut relever que ces derniers ne sont pas suspensifs. La modification du PRAS telle qu'adoptée en juillet 2017 est donc bel et bien d'application. En cas d'annulation, la Ville et la Région se concerteront pour définir les mesures à prendre afin de permettre effectivement la réalisation des ambitieux projets qui seront menés sur le plateau du Heysel. Si besoin, j'imagine que la Région entamera une nouvelle procédure de modification du PRAS. Dans une telle optique, les projets Neo 1 et 2 seront probablement retardés pour la période équivalant à la modification du PRAS, soit environ un an.

**Mme Nagy.**- Des avis et remarques importants ont été formulés lors de la commission de concertation, à laquelle j'assistais. J'entends que le Bourgmestre est prêt à prendre en considération les suggestions à même d'améliorer ce projet.

**Mme Jellab.**- Qu'en est-il de la maison de repos ?

Ce projet doit évoluer. Les habitants exigent des modifications. Il est indispensable de revoir la superficie du centre commercial, lequel va générer énormément de trafic dans le quartier. Or nous avons pris des engagements dans le cadre du plan Iris 2 en matière de qualité de l'air, et nous devons les respecter. La présente majorité a souvent fait fi de la participation citoyenne. Nous l'avons vu avec le projet de piétonnier. Les recours sont nombreux et beaucoup de citoyens sont mécontents. La partie de notre Ville concernée par le projet mérite d'être revitalisée, mais cela doit se faire en coconstruction avec les habitants. Il faut bousculer les codes participatifs. Les habitants veulent s'exprimer sur le changement environnemental que va connaître leur quartier.

**M. le Bourgmestre.**- Nous avons organisé de multiples réunions sur le projet Neo avec les habitants et les comités de quartier. Je rappelle à tous, y compris les groupes Ecolo et DéFI, que nous avons signé un contrat tous ensemble. Ledit contrat ne peut être revu en permanence. Un partenaire a été désigné au terme d'un long processus. Nous sommes liés par un contrat validé à l'unanimité. Faire croire aux habitants que

toutes les surfaces peuvent être revues, ce serait leur mentir. Nous entendons les remarques, notamment sur les risques d'inondation. En l'espèce, ce n'est pas le projet Neo qui est en cause. Nous devons avoir le courage de décider du creusement d'un bassin d'orage. Bien évidemment, sept ans de travaux à Laeken, cela ne fait plaisir à personne.

Je souhaiterais que la maison de repos soit publique. La Ville de Bruxelles compte cinq maisons de repos, plus que toute autre commune. Le problème réside dans notre capacité financière à les gérer. Nous attendons un refinancement bicommunautaire en cette matière. La Ville de Bruxelles fait bien davantage que les autres communes. Les maisons de repos privées sont largement majoritaires et pratiquent des prix inabordables pour certaines catégories de la population. Nous espérons donc créer une maison de repos publique, mais pour ce faire, nous aurons besoin d'un refinancement.

**Vraag van de heer Van den Driessche betreffende de plannen voor meer blauw op straat**

**De heer Van den Driessche.**- Mijnheer de Voorzitter, via de pers konden we vernemen dat het budget van de politiezone Brussel Hoofdstad wordt verhoogd met 6,4 miljoen euro. Dat geld zal vooral geïnvesteerd worden in meer politieagenten, die niet alleen vaker uit Brussel moeten komen, maar ook meer op straat moeten zijn. De uitgangspunten van dit plan, voor zover ik ze kan begrijpen uit de perscommunicaties, lijken mij positief. Het bevat ook de creatie van buurtregisseurs. Toch heb ik ook een aantal vragen.

Wanneer zal dit plan aan de gemeenteraad worden voorgesteld ?

Wanneer houden we op de gemeenteraad het eerder voor januari beloofde debat over het veiligheidsbeleid van onze stad ?

Zal de aangekondigde vermindering van het officierenkader de slagkracht van onze politie niet verminderen ?

Zal er ook aandacht besteed worden aan een betere tweetaligheid van de

politiediensten ? Er is, zoals u weet, een ernstig probleem in de daluren waarbij personen die een klacht willen indienen in het Nederlands, soms uren moeten wachten vooraleer iemand aanwezig is die het Nederlands machtig is om die klacht te kunnen noteren. Dat is natuurlijk onaanvaardbaar.

**De Burgemeester.**- De politieraad heeft vorige week de begroting van het jaar 2018 van de politiezone besproken en goedgekeurd.

Ik heb de gemeentesecretaris gevraagd om een sessie te organiseren, waarop de korpschef en ikzelf u het veiligheidsbeleid kunnen toelichten.

Met betrekking tot de vraag over het officiële kader, kan ik u meedelen dat het aantal commissarissen momenteel te hoog is. Dat is een gevolg van de politiehervorming. Er zal in voldoende officieren en middenkaders voorzien blijven voor het aansturen van onze medewerkers.

Wat de tweetaligheid van de politieambtenaren betreft, bestaat de mogelijkheid om taallessen te volgen. Wij kunnen hen daartoe echter niet dwingen. Ik denk echter niet dat de Nederlandstalige burgers die een klacht willen indienen, slecht worden ontvangen of gediscrimineerd worden op het vlak van hun taal. Het taalgebruik is een van de prioriteiten in onze politiebureaus. Er zijn trouwens relatief weinig taalklachten in onze zone, al ben ik het ermee eens dat elke klacht er een te veel is. In het jaar 2017 waren er in het totaal zestien klachten: twee Franstalige, dertien Nederlandstalige en één voor een andere taal.

Wij volgen de zaken van nabij op. Indien het personeelslid geen oplossing zoekt, kan er een sanctie volgen. Het is echter wel een feit dat het niet evident is om tweetalige personeelsleden te vinden.

**De heer Van den Driessche.**- Mijnheer de Voorzitter, ik dank de burgemeester en ik kijk uit naar het debat in de bijzondere sessie.

Wat de tweetaligheid betreft, wil ik erop wijzen dat ik niet heb gezegd dat het personeel van slechte wil is. Bovendien had ik het meer specifiek over de daluren, dus na de kantooruren. Het gaat niet over onbeleefdheid of kwaadwilligheid, maar



gewoon over het feit dat er niemand aanwezig is die de klacht in het Nederlands kan noteren. De mensen aan het onthaal doen ongetwijfeld hun best, maar wanneer iemand aangifte wil doen van een diefstal of een inbraak, zou er toch iemand beschikbaar moeten zijn om de aangifte te noteren.

**De Burgemeester.**- Onze doelstelling is dat er in de toekomst ten allen tijde iemand voor elk van de beide landstalen aanwezig is. Tweektaligheid is verplicht, maar in het politiekorps is dat niet altijd het geval.

In onze politiekezone is 40 procent van de politieagenten Nederlandstalig. Ik ben het ermee eens dat een openbare dienst in Brussel Hoofdstad tweetalig moet zijn. Wij zullen vragen wat de mening is van de hoofdcommissaris. Het is de bedoeling dat iedereen in de verschillende commissariaten in zijn eigen taal terecht kan.

**Question de Mme Nagy concernant la « Forêt urbaine » de Neder-over-Heembeek et l'absence de concertation avec les associations et habitants**

**Mme Nagy.**- Vous avez organisé, ce 7 mars 2018, une nouvelle phase de plantation sur le site de la Forêt urbaine de Neder-over-Heembeek, ce qui a suscité, à juste titre, une réaction des associations actives en matière d'environnement dont je souhaite me faire le relais.

Je cite les associations comme la Promenade verte ou Nos Pilifs : « Nous avons toujours appuyé le projet et nous avons signalé qu'il était important de disposer d'un environnement vert varié, mêlant bois, potagers, clairières, champs, pâtures. » Toutefois, elles demandent un dialogue sur les sites prioritaires, les essences d'arbres, les zones à différencier. Et ce dialogue, disent-elles, ne s'est pas établi. Par ailleurs, une opération participative à laquelle vous invitez la population en pleine journée de travail rend évidemment la participation assez limitée.

Pouvez-vous me dire pour quelles raisons ce projet ne se fait pas en concertation avec les habitants et les associations actives dans le domaine de l'environnement ?

Quels sont vos projets en matière de diversité des paysages pour la Forêt urbaine ?

**M. Zian**, échevin.- Je vous remercie de me donner l'occasion de répondre au communiqué de presse publié au matin du 7 mars par la Promenade verte de Nederover-Heembeek, durant la plantation participative d'un nouveau secteur de la Forêt urbaine.

La réaction de cette asbl est en effet virulente. Je m'y vois accusé d'avoir « rameuter » des écoliers à une « plantation à outrance, sans discernement », comme pour « me faire pardonner des excès antérieurs »...

Ce moment de partage et de sensibilisation au respect de la nature et de l'environnement avec, notamment, une soixantaine d'enfants de l'école maternelle et primaire de Heembeek ne serait donc que du « façadisme », pour citer à nouveau la Promenade verte. Participer à une plantation, c'est mettre une paire de bottes, se saisir d'outils, plonger les mains dans la terre pour y installer un arbrisseau, puis se réchauffer autour d'un bol de soupe, d'une tasse de chocolat tout en grignotant une excellente couque fabriquée dans les ateliers de Nos Pilifs. Je peux d'ailleurs vous assurer que la dernière étape n'a pas été boudée par les représentants de la Promenade verte à l'événement du 7 mars.

Une plantation participative, c'est un moment de convivialité qui, effectivement, est prioritairement destiné en l'espèce aux plus jeunes, d'où son organisation à 9h30. Elle n'a pas pour vocation de remplacer une concertation constructive, un processus de participation continu avec les habitants et les institutions actives dans un quartier. Depuis ma prise de fonction en juillet dernier, je ne pense pas avoir jamais fermé la porte à une telle dynamique.

Une demande de rencontre avec la Promenade verte, formulée par mon cabinet le 16 octobre dernier, « afin de faire le point sur les dossiers en cours et les nouveaux projets » est d'ailleurs restée sans réponse. J'ai par contre rencontré la direction de la

Ferme Nos Pilifs le 27 février dernier afin de travailler au développement de la Forêt urbaine. Nous avons parcouru ensemble une partie du périmètre, échangé sur la nécessité de maintenir une diversité de milieux et de paysages dans la zone, mais aussi d'œuvrer au maintien de son intégrité par l'acquisition de nouvelles parcelles.

Depuis le lancement du projet de forêt urbaine en 2010, de nombreuses réalisations ont vu le jour. Il n'y a pas qu'une forêt sur le site, mais aussi deux vergers, des prairies fleuries, une aulnaie marécageuse et ses étangs, un bois de feuillus, un bois de conifères et une pelouse plantée de peupliers noirs isolés. Ces différents biotopes présentent une biodiversité importante tant au niveau de la flore qu'au niveau de la faune.

Actuellement, la forêt est encore scindée en deux parties : l'une au nord du Trassersweg, l'autre au sud de celui-ci. Il n'existe qu'une seule petite liaison entre ces deux parties, le long de la rue de Ransbeek, qui permet un passage de la faune et la dissémination optimale de la flore. Nous souhaitons développer de nouveaux corridors verts et c'est notamment dans cet objectif qu'a été choisi le lieu de la parcelle plantée ce 7 mars.

J'ai également la conviction que des espaces ouverts et des perspectives pourront et devront être maintenus. Un bois est une structure dynamique qui évolue, et les espaces ouverts peuvent être déplacés au fil des années. Des pistes alternatives de gestion du site, telles que l'agroforesterie, sont également envisagées.

Pour conclure, au-delà des polémiques, je crois en ce beau projet. Je continuerai à travailler avec les habitants afin d'y réfléchir ensemble et de l'améliorer avec eux. Je tâcherai également de dissiper, autant qu'il est possible, le sentiment d'un paradis perdu, la méfiance atavique et les procès en populisme de certaines associations. Je serai présent au forum de quartier à Neder-over-Heembeek pas plus tard que ce mercredi. Et s'ils remportent les suffrages des Bruxellois, je travaillerai avec plaisir à

la mise en œuvre des projets proposés par la Promenade verte dans le cadre du budget participatif.

**Mme Nagy**.- Je ne souhaite pas trancher entre vos déclarations et celles faites par ailleurs qui dénoncent un manque de concertation. Ce qui m'intéresse, c'est servir de relais.

Comment envisagez-vous la gestion du paysage et de la biodiversité dans le cadre de la Forêt urbaine ? Je souhaiterais disposer du plan global tel que vous l'avez présenté aux acteurs concernés.

La coconstruction de projets avec les associations et les habitants n'est pas toujours aisée, mais je vous engage à poursuivre ce processus à Neder-over-Heembeek. La pérennisation de la forêt dans le respect de la biodiversité et de la diversité paysagère est un projet intéressant de gestion de l'espace urbain.

**M. Zian**, échevin.- Je crois avoir répondu à cette question, notamment s'agissant de la diversité des paysages. Vous vous êtes faite la porte-parole d'un mécontentement qui s'est exprimé la semaine passée, mais en pareil cas, il faut aller au bout des choses et agir en bonne connaissance de cause. Je viens de vous démentir catégoriquement le manque de concertation. J'ai introduit des demandes auprès de cette association, et je n'ai jamais reçu de réponse en retour. Je rappelle que ladite association compte un représentant désigné au sein du Conseil communal. Elle aurait donc pu lui demander d'intercéder auprès de mon cabinet et de moi-même. Or elle ne l'a pas fait. Ces accusations de manque de concertation et de participation commencent à lasser, car elles n'ont aucun fondement. Je suis parfaitement conscient du fait que ce genre de projet collectif doit associer le plus de monde possible. Un opérateur incontournable est présent sur le site, à savoir la Ferme Nos Pilifs. Je l'ai contacté et je lui ai soumis notre projet. À aucun moment je ne l'ai entendu s'opposer au projet ni exprimer le moindre mécontentement quant au choix des arbres, à la diversité du paysage ou au manque de concertation. Des gens constitués en asbl s'érigent en représentants des habitants. Je ne souhaite rien d'autre que progresser dans nos projets.

**Mme Nagy**.- Tel est aussi l'objectif de nos interventions au Conseil communal, à savoir dégager des pistes de coconstruction et obtenir des clarifications.

**Vraag van mevrouw Abbad betreffende de aanpassing van de deontologische code voor de werknemers van de Stad aan het vernietigingsarrest van de Raad van State betreffende het filosofisch spreekverbod**

**Mevrouw Abbad**.- Mijnheer de Voorzitter, op 21 oktober 2013 keurde de gemeenteraad, op voorstel van dit college, een wijziging van de deontologische code en van het arbeidsreglement goed. Aan de bestaande code werd een extra zin toegevoegd waarmee de meer dan 20.000 werknemers algemeen en preventief de mond werd gesnoerd op straffe van ontslag bij niet-naleving. In de context van de vele schandalen werpt deze omerta een cynisch licht op de modus operandi van dit college.

Samen met enkele middenveld- en mensenrechtenorganisaties diende ik eind 2013 een klacht in bij de Raad van State om deze onwettige wijzigingen te laten vernietigen. In maart 2017 maakte de auditeur van de Raad van State brandhout van dit verbod. Kort daarop, in september 2017, vernietigde de Raad van State het opgelegde spreekverbod en haalde het hiermee definitief uit het rechtsverkeer. Het personeel van de stad Brussel kon en kan sindsdien weer vrij gebruik maken van zijn fundamenteel recht op de vrijheid van meningsuiting.

Toch bevat de deontologische code, die tot op vandaag op de website van de stad staat, nog steeds het filosofisch spreekverbod dat de Raad van State reeds een half jaar geleden vernietigd heeft! Dit getuigt mijns inziens van een stuitende minachting voor de democratische rechtsstaat en van een verregaande radicalisering. Misschien moet het BELFI-platform geactiveerd worden om manu militari alle documenten in overeenstemming met de wet te brengen.

Aangezien dit uiteraard nooit zal gebeuren, ontvang ik graag een antwoord op de volgende vragen.

Wanneer zal het college dit dossier terug aan de gemeenteraad voorleggen opdat deze akte kan nemen van het arrest van de Raad van State en opdracht kan geven aan het

bestuur om het arbeidsreglement en de deontologische code in overeenstemming te brengen met de wet?

Werd er een addendum of corrigendum meegedeeld aan alle personeelsleden? Indien ja, wanneer en op welke manier?

Wanneer zal de deontologische code op de website van de stad Brussel in overeenstemming gebracht worden met het arrest van de Raad van State opdat de onwettige desinformatie van burgers zo snel als mogelijk kan stoppen?

**Mme Hariche**, échevine.- Madame Abbad, comme vous y allez dans l'excès !

Le 21 octobre 2013, le Conseil communal a effectivement approuvé le Code de déontologie qui s'applique à tous les membres du personnel de la Ville de Bruxelles. Un recours a aussi été introduit auprès du Conseil d'État par quatre asbl et vous-même. Seule une de ces asbl a été déclarée comme ayant intérêt à la cause et pouvant donc contester ce Code de déontologie.

L'arrêt du Conseil d'État du 12 septembre 2017, dont le Collège a pris connaissance le 19 octobre 2017, indiquait que le point E sur l'intégrité et l'impartialité du Code de déontologie devait être modifié, car une partie était trop générale.

Le paragraphe 1, alinéa 3, ne contient désormais plus la partie de phrase litigieuse qui a été supprimée. Comme elle ne sera pas remplacée par un nouveau texte, le code ne doit pas repasser au Conseil communal.

Le Collège a dès lors établi un ordre de service le 19 octobre qui, comme tous les ordres de service, est transmis à tous les membres du personnel afin de les informer de cette modification. Le texte sur l'intranet a également été adapté.

Par contre, il est vrai que le document publié sur le site web de la Ville de Bruxelles n'avait pas été modifié, oubli qui a immédiatement été rectifié à la lecture de votre question dès vendredi dernier, comme vous pourrez le constater.

Il n'y a donc aucun mépris de l'État de droit et je vous invite à un peu plus de mesure dans vos affirmations et à éviter les procès d'intention. Il s'agissait d'une inattention,

exclusivement sur le site web, de la part du service qui a, par ailleurs, fait le nécessaire vis-à-vis de tout le personnel. Nous avons respecté la loi et nous sommes mis en conformité avec l'avis du Conseil d'État.

**Mevrouw Abbad.**- Mijnheer de Voorzitter, ik dank de schepen voor haar antwoord. Het is totaal onbelangrijk dat er slechts één organisatie belang had en waardoor de klacht ontvankelijk is verklaard door de Raad van State. Het gaat om de inhoud. Ik ben hier na het lezen van het advies van de auditeur van de Raad van State opnieuw mee naar de gemeenteraad gekomen. Ik zal dat verslag niet voorlezen, maar ik kan wel zeggen dat het vernietigend was. Daarom denk ik niet dat ik degene ben die mijn woorden dien te wikken. Het is in de eerste plaats het college dat de nodige voorzichtigheid aan de dag moet leggen met betrekking tot hetgeen het zijn personeelsleden oplegt. Het moet goed nadenken hoever het kan gaan in het doordrijven van zijn eigen politieke en filosofische overtuiging. Ik heb dat tijdens de vorige vergadering van deze raad duidelijk gezegd nadat ik het verslag van de auditeur van de Raad van State had gelezen. Het college gaat zijn overtuiging overal verkondigen, geheel in tegenstelling tot wat het zelf oplegt aan alle personeelsleden van de Stad. Als die personeelsleden het ene schandaal na het andere uit de krant vernemen, hoeft de schepen zich niet over mijn woorden te verbazen. Ik denk dus niet dat ik mijn woorden niet gewikt hebben, integendeel, ik ben zeer behoedzaam geweest.

De Raad van State heeft het zinnetje weliswaar vernietigd, maar het zou van deugdelijk en transparant bestuur getuigen als de schepen de verwijdering van het bewuste zinnetje opnieuw aan de gemeenteraad zou voorleggen.

Zij heeft de deontologische code inderdaad onder het hoofdstuk "Werken voor de Stad Brussel" gezet, maar onder de rubriek "Gemeentelijke reglementen" staat nog altijd de oude deontologische code. De schepen zegt zelf dat een ordonnantie van het Gewest haar ertoe verplicht om alle reglementen onder dat lemma te plaatsen. De enige deontologische code die daar staat, is niet degene die de Raad van State intussen heeft gewijzigd, maar de oude versie. Ook daar zou het van deugdelijk

bestuur getuigen als zij de laatste versie van de deontologische code onder die rubriek van het reglement zou plaatsen.

**Mme Hariche**, échevine.- Ce qui importe, c'est que la Ville ait répondu aux exigences du Conseil d'État. C'est fait depuis longtemps et je regrette le procès d'intention que vous me faites en disant que le texte n'a pas été modifié.

**Mevrouw Abbad**.- Ik nodig de bevoegde schepen uit om het verslag van de auditeur van de Raad van State te lezen.

**Mme Hariche**, échevine.- Le texte a été modifié. Dans l'intranet, il l'a été dès que le Collège en a décidé. Sur le site web, cela a été fait vendredi. Il s'agit d'une inattention du service. L'erreur est humaine.

### **Question de M. Wauters concernant les problèmes de mobilité et le dépannage systématique des voitures actuellement en cours rue Blaes**

**M. Wauters**.- Rue Blaes, côté pair, un aménagement rentrant dans le trottoir permet aux véhicules de charger et décharger sans empêcher la circulation sur cette voirie très étroite. Il est vrai que la plupart des clients fréquentant le quartier, n'ayant pas toujours vu les panneaux d'interdiction de stationnement - ils se trouvent à chaque carrefour et sont assez distants les uns des autres -, utilisent cet espace comme parking.

Il y a une dizaine de jours, j'ai constaté que la police faisait dépanner systématiquement sur 400 m les voitures stationnées sur la zone de livraison du côté pair de la rue Blaes. Cela a provoqué, évidemment, la colère des personnes concernées, dont certaines jurent qu'elles ne mettront plus un pied dans ce quartier, ce qui est préjudiciable à sa vitalité commerciale et à son image.

Les problèmes réels de mobilité sont récurrents dans cette rue. Ils se présentent la plupart du temps quand deux camionnettes ou camions sont stationnés en vis-à-vis dans la rue, ce qui provoque un concert de klaxons, car les bus articulés de la STIB ne peuvent plus passer.



La largeur de la voirie et de ces bus (probablement trop encombrants pour passer en sécurité dans cette rue étroite), l'aménagement trompeur du côté pair de la rue (laissant croire aux moins attentifs qu'il s'agit bien d'un espace de parking), la nécessaire accessibilité des chalands aux commerces du quartier (dont une grande partie proposent des meubles et autres accessoires de décoration qui nécessitent de pouvoir charger à proximité), voilà autant de difficultés.

Aujourd'hui, les habitants sont fatigués par les klaxons, les commerçants frustrés de perdre leur clientèle, les usagers des transports publics pénalisés par les embouteillages, et les chalands potentiels peu enclins à s'aventurer encore dans le quartier.

Selon moi, se borner à verbaliser et à enlever systématiquement les véhicules n'est pas une réponse suffisante. Comme cela a été souligné au forum du Pentagone Est mercredi dernier, la plupart des véhicules dépannés n'entravent pas nécessairement la circulation. Pour offrir une solution durable et structurelle, la Ville ne peut-elle envisager d'autres scénarios ? Ne peut-on le faire dans le cadre du contrat de quartier Marolles ?

Les embouteillages sont quotidiens et les enlèvements, de plus en plus réguliers. Il est primordial que nous réfléchissions ensemble à une solution globale.

**M. le Bourgmestre.**- Un parking sous la place du Jeu de Balle, monsieur Wauters ?  
*(Rires et remarques)*

Les actions des 16 et 22 février derniers font suite aux diverses plaintes reçues de la STIB, du Siamu et des dirigeants des écoles voisines. Il est de mon devoir et de ma responsabilité d'empêcher le blocage des rues qui, au-delà des inconvénients évidents, pourrait avoir des conséquences vitales pour les personnes transportées en ambulance. Je ne suis pas autorisé à donner des injonctions négatives en la matière et, donc, à empêcher des verbalisations. Les difficultés de circulation rencontrées par les

autobus ont fait l'objet de plusieurs plaintes de la STIB. Ces griefs accumulés à d'autres dénoncés, *in tempore non suspecto*, par l'Instruction publique (bus scolaires, bassin de natation, difficulté de passage, école d'enseignement spécial Chanterelle) et le département du commerce (commerces, horodateurs...) nous exhortent à mettre bon ordre dans une certaine désinvolture des automobilistes de la rue Blaes et abords. Les citoyens demandent prioritairement à la police de verbaliser les stationnements gênants et les vitesses excessives. La sûreté et la circulation dans les rues, sur les quais et les places publiques relèvent de ma compétence de Bourgmestre, conformément à l'article 135.2 de la Nouvelle loi communale. Mes services de police ont procédé à une action de verbalisation les 16 et 22 février afin d'induire des comportements plus respectueux de l'arrêté royal du 31/12/1975 du Code de la route. En pareil cas, la police tente d'identifier le contrevenant dans le voisinage sur la base de la plaque d'immatriculation. À défaut, un remorquage est diligenté aux risques et frais du contrevenant tel que prévu par l'article 4.4 du Code de la route. L'action du 16 février aura donné lieu à la rédaction de 37 PV de roulage et celle du 22 février, à la rédaction de 18 PV, soit un total de 55. Mais surtout, nous avons constaté une diminution de 50 % des infractions entre les deux interventions.

Nous avons déjà tenu un débat sur le stationnement dans le quartier des Marolles. Nous pouvons le rouvrir. Certains l'ont déjà fait dans les forums de quartier. D'autres, au contraire, ne souhaitent plus évoquer la création d'un parking. Je préfère les mesures structurelles et urbanistiques, mais nous avons dû répondre aux plaintes et verbaliser les infractions.

**M. Wauters**.- Cet aménagement trompeur pourrait peut-être être supprimé. Nous devons rechercher une solution, pourquoi pas dans le cadre du contrat de quartier. Les gens doivent avoir la possibilité de charger et décharger dans une rue étroite. Dans les vieilles rues du Pentagone, les énormes bus de la STIB ne sont peut-être pas adaptés. À plusieurs reprises, il a été évoqué en Conseil communal d'envisager avec la STIB l'usage de bus urbains plus maniables.

L'idée d'un parking sur la place du Jeu de Balle était une mauvaise idée, car le chantier aurait tué le marché.

**Mme Lemesre**, échevine.- Au titre d'échevine en charge du stationnement et des horodateurs, j'ai également été interpellée par cette situation. J'ai demandé à Mme Barzin, en charge des contrats de quartier et de la participation, d'organiser une réunion citoyenne dans ce quartier sur ce sujet. Nous délivrons plus de cartes de riverain qu'il n'existe de places de stationnement. La rotation des véhicules est insuffisante sur les deux axes commerçants que sont la rue Blaes et la rue Haute. Trop de riverains s'y garent avec un stationnement gratuit et illimité. Les commerçants plaident pour des axes rouges, mais une telle mesure provoquerait une vive réaction des habitants. Une offre de parking public complémentaire eût été une bonne solution. Des parkings alentour pourraient aussi être mieux mutualisés. Ce dossier mérite que nous nous asseyons autour de la table avec les commerçants, les habitants et ceux qui fréquentent le quartier.

### **Question d'actualité - Actualiteitsvraag**

#### **Question d'actualité de Mme Temmerman concernant l'enquête publique relative à la demande de permis d'urbanisme et de permis d'environnement pour le projet sis avenue de Cortenbergh/rue du Noyer**

**Mme Temmerman**.- Ma question concerne l'enquête publique en cours pour le projet situé rue du Noyer, rue des Patriotes, rue de Newton et avenue de Cortenbergh. Il s'agit d'un très grand projet qui fait l'objet d'une demande de permis d'urbanisme et de permis d'environnement. Nous avons reçu un courriel d'un collectif d'habitants qui relèvent plusieurs points d'attention.

Ils nous demandent pourquoi l'enquête publique a été limitée à deux semaines. Elle est censée se clôturer le 16 mars. Pourquoi sa durée est-elle de deux semaines et pas de 30 jours ?

En l'espèce, le projet combine permis d'urbanisme et permis d'environnement - il y a modification de voirie, car la largeur des trottoirs est modifiée -, et une étude d'incidence. En pareil cas, la réglementation prévoit une enquête publique de 30 jours.

Vu l'ampleur du projet, les dossiers de permis d'urbanisme et de permis d'environnement comptent chacun plusieurs centaines de pages. Il est quasiment impossible d'en prendre bonne connaissance afin de se préparer à la commission de concertation. Est-il envisageable de prolonger la durée de l'enquête publique ?

Le site de la Ville indique que la période d'enquête publique pour le permis d'urbanisme court du 2 au 16, mais du 9 au 23 pour le permis d'environnement. Tout cela est très confus pour les habitants.

**M. Courtois**, premier échevin.- Je vous livre la réponse de M. Coomans de Brachène. Il s'agit d'un permis instruit par la Région. Le Cobat est formel. Il prévoit qu'en pareil cas, la durée de l'enquête publique doit être de 15 jours, car, selon la Région, il n'y a pas de modification de voirie.

La commission de concertation est maintenue au 27 mars, au centre administratif, à moins que vous ne persuadiez la Région de fixer la durée à 30 jours au lieu de 15.

**Mme Temmerman**.- Le site de la Ville indique que l'enquête publique sera clôturée le 23 mars, au lieu du 16, pour le permis d'environnement. S'agit-il d'une erreur ?

**M. Courtois**, premier échevin.- Ce point sera vérifié et l'information vous sera communiquée demain matin.

**Vraag van mevrouw Abbad betreffende een voorstel om vrouwelijke  
straatnamen te kiezen voor de nieuwe straten in de Tivoliwijk**

**Mevrouw Abbad.**- Mijnheer de Voorzitter, stellen dat er nog veel werk aan de winkel is om ons straat- en stadsbeeld vrouwelijker te maken, is zoiets als een open deur intrappen. Reeds in 2004 bleek dat 22 procent van de straatnamen in Brussel mannelijk is, tegenover slechts 3 procent vrouwelijke straatnamen. In 2016 stelde ik de vraag of het college bereid is om het engagement van eerdere stadsbesturen om het aantal vrouwelijke straatnamen te verhogen, verder wil honoreren. Helaas kwam het college toen niet verder dan een banaal antwoord over de na te leven procedures. Maar kijk, vandaag worden in de Tivoliwijk nieuwe straten aangelegd en dat opent weer een mogelijkheid om deze straten met een vrouwelijke naam te sieren. Hiermee kan het college meteen ook doelstelling 14.1 van zijn actieplan Gelijke Kansen waarmaken. Onze fractie stelt daarom voor om de nieuwe straten in deze wijk de namen van grote vrouwen te geven. Dit kan bijvoorbeeld door hiervoor een participatief project op te starten, wat meteen ook een grote sensibiliserende kracht heeft.

Graag kreeg ik daarom een antwoord gehad op de volgende vragen.

Gaat het college ermee akkoord om de nieuwe straten in de Tivoliwijk vrouwelijke namen te geven? Indien ja, hoe wil het college dit concreet aanpakken?

**Mevrouw Ampe,** schepen.- Mijnheer de Voorzitter, ik lees het antwoord van schepen Coomans de Brachène voor.

De schepen dankt mevrouw Abbad voor haar vraag, die zeer gepast is, aangezien het vorige week de internationale dag was van de vrouwenrechten. Het college heeft zich op 1 maart laatstleden uitgesproken over de nieuwe benamingen van drie straten en van een plein. Die namen moeten nog worden voorgelegd aan de Koninklijke Commissie voor Toponomie en Dialectologie.

De naam van een van de straten is een referentie aan de geschiedenis van de plaats. Het betreft de Zandbergenstraat. Die naam heeft betrekking op de migratie naar Laken met de eigenaars van de seniorie van Zandbergen. In het verleden waren er

reeds een brug, een straat en een toren van Zandbergen.

Het plein kreeg de naam "Plein van de Rechtvaardigen" om hulde te brengen aan de dapperheid en de opofferingen van de vrouwen en mannen die hun leven op het spel hebben gezet om joden te redden tijdens de Tweede Wereldoorlog.

De twee andere straten kregen de naam van twee grote verzetsstrijdsters: Andrée de Jongh, medeoprichtster van het netwerk Comète, dat geallieerde soldaten hielp ontsnappen; en Yvonne Nèvejean, de directrice van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn in België tijdens de Tweede Wereldoorlog, die het leven van vierduizend joodse kinderen heeft gered.

Deze twee straten en het plein werden natuurlijk gekozen om de actie van het verzet en de rol die de vrouwen daarin hebben gespeeld, te herdenken.

Het college zal de tendens voortzetten.

**Mevrouw Abbad.**- Ik dank de schepen voor het antwoord en het verheugt mij dat het college het werk in die wijk zal voorzetten.

### **Prochaines séances**

Vendredi 23 mars 2018

À partir de 14h : sections ordinaires

Lundi 26 mars 2018

À 15h : sections réunies (GIAL)

À 16h : séance publique suivie d'un comité secret

**M. le Président.**- La séance publique est levée.

- *La séance publique est levée à 18h40.*

- *De openbare zitting wordt opgeheven te 18u40.*